

Zeitschrift: Regio Basiliensis : Basler Zeitschrift für Geographie
Herausgeber: Geographisch-Ethnologische Gesellschaft Basel ; Geographisches Institut der Universität Basel
Band: 30 (1989)
Heft: 2-3

Artikel: Aménagement urbain pour les pauvres et clientélisme en Amérique latine
Autor: Bridel, Laurent
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1088650>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Aménagement urbain pour les pauvres et clientélisme en Amérique latine

Laurent Bridel

Résumé

L'auteur analyse le clientélisme, l'un des mécanismes politiques courants dans les villes d'Amérique latine. Il est particulièrement présent dans le domaine de l'aménagement urbain, par exemple la construction de logements pour les pauvres. En dépit de l'aspect largement négatif du clientélisme, celui-ci est en mesure d'assurer une certaine sécurité et une certaine qualité des services rendus aux déshérités.

Stadtplanung für die Armen und Klientelismus in Lateinamerika

Zusammenfassung

Der Autor beschreibt den Klientelismus, einen der klassischen politischen Mechanismen in den Städten Lateinamerikas. Der Klientelismus ist besonders im Zusammenhang mit der Stadtplanung wirksam, z.B. bei der Erstellung von Wohnungen für die Armen. Trotz seiner allgemein negativen Bewertung kann der Klientelismus unter bestimmten Voraussetzungen eine gewisse Sicherheit und Qualität der Dienstleistungen für die Armen gewährleisten.

Urban Renewals for the Poor and Clientelism in Latin America

Abstract

The author gives a description of clientelism, one of the classic political mechanisms in Latin-American towns. Clientelism is particularly related to urban renewals (e.g. in the construction of housing for the poor). Although it is very generally judged as negative, clientelism may guarantee a certain security and quality of the services for the poor.

Adresse de l'auteur: Prof. Dr. Laurent Bridel, Institut de Géographie, Université de Lausanne,
BFSH2, CH-1015 Lausanne

1. Introduction

Les villes d'Amérique latine sont marquées par une croissance très rapide, tant en population qu'en étendue. Ce processus échappe partiellement à la planification urbaine, mais, aménagée par avance ou non, la ville doit malgré tout être gérée. Le problème est aggravé par le fait qu'une large partie des habitants ne disposent que de revenus minimes et que les ressources des autorités locales ne suffisent pas à assurer un aménagement urbain adéquat.

Dans ces circonstances, la gestion des villes devient un enjeu de conflits incessants, encore aggravés, dans bien des pays, par la situation économique générale et l'endettement.

Comment le clientélisme, un des mécanismes classiques des relations politiques en Amérique latine peut-il être interprété dans cette conjoncture? Traditionnellement, les analystes libéraux ont condamné le clientélisme comme anti-démocratique et opposé aux mécanismes du marché, tandis que les analystes marxistes y voyaient un caractère archaïque empêchant le déroulement d'une véritable lutte des classes.

A notre sens, le mécanisme du clientélisme peut s'insérer dans une gestion urbaine soucieuse de la situation des pauvres, pour autant que certaines conditions soient respectées.

2. Les caractéristiques générales du clientélisme

Les ethnologues connaissent bien l'institution du "compadrazgo" – courante en Amérique latine – qui unit des parents à un parrain, à travers leur engagement à soutenir l'enfant parrainé. *Lévi-Strauss* a interprété une institution de ce type chez les Indiens du Brésil, comme découlant des liens de sang dus au mariage et du complexe du beau-frère.

Toutefois, il s'agit ici de se concentrer sur des relations qui n'ont qu'accessoirement cette dimension d'alliance de lignages. Nous pensons tout d'abord au prototype des relations inégalitaires, celles existant entre le grand propriétaire terrien – le "hacendado" – et son employé agricole – le "peon". Ce dernier reçoit l'assurance d'une certaine sécurité en échange de son travail et de sa soumission.

Un sociologue fonctionnaliste comme *Robert K. Merton* (1957) a donné une interprétation positive du clientélisme qu'il dénomme "bossism", en se référant aux USA. Il montre que le système politique constitutionnel de ce pays a été conçu pour empêcher l'apparition d'un pouvoir personnel puissant; le pouvoir étant, selon cette philosophie, opposé à la liberté, il doit être dispersé. Pour arriver à une décision et à une application de la décision il faut bénéficier d'un certain savoir, celui de la loi. Tous les habitants sont loin de pouvoir utiliser efficacement ce moyen impersonnel et complexe; ils vont donc chercher assistance là où ils peuvent la trouver, c'est-à-dire auprès d'individus qui, par les moyens légaux ou illégaux, leur offriront les services demandés. *Merton* mentionne trois catégories, en particulier, pour lesquelles ce mécanisme joue: les classes défavorisées, les entreprises et les exclus du

processus habituel d'ascension sociale, pour des raisons culturelles, économiques ou ethniques. Le "bossism" devient ainsi un substitut fonctionnel - largement en dehors des lois - à un système politique officiel qui ne répond pas à toutes les demandes des individus.

Pour notre part, nous définirons le clientélisme comme une des règles de structure sociale qui maintient et fait lentement évoluer un système social à la fois inégalitaire, complexe et dualiste, tel que nous le rencontrons en Colombie. En reprenant quelques-unes des notions sociales de système et de structure définies par *Anthony Giddens* (1981 notamment), le clientélisme pratiqué dans les villes latino-américaines est un des mécanismes qui permettent de gérer à la fois le pouvoir urbain – c'est-à-dire la capacité de prendre et d'appliquer des décisions – et un certain nombre de ressources matérielles collectives – budgets publics, administration, services publics tels que transports urbains, écoles et hôpitaux. Le clientélisme s'appuie sur des règles: c'est une relation durable et personnelle entre deux personnes de statut inégal. Elles échangent des services et des biens dont l'équivalence est symbolique et non quantifiée.

Le système social examiné est *inégalitaire* du fait que les ressources – emploi, revenus, santé et éducation – sont réparties de manière très différente selon les catégories d'habitants; le système est *dualiste* du fait que, de plus en plus, une partie des villes est entraînée directement dans des relations nationales et transnationales, économiques, culturelles et de pouvoir, alors que le reste de la population reste marqué par la recherche d'une sécurité minimale, celle de la survie; le système, enfin, est *complexe* par le jeu des niveaux multiples, quartier, ville, région, nation, monde et par celui des rythmes très divergents selon qu'il s'agit d'un ménage pauvre, par exemple, très lié au rythme quotidien, ou celui d'une entreprise municipale, vivant la logique du budget annuel ou de la législature.

Le système se trouve en situation de changement graduel, du fait à la fois de l'évolution du rôle de l'Etat et de l'évolution des relations client/patron en milieu urbain.

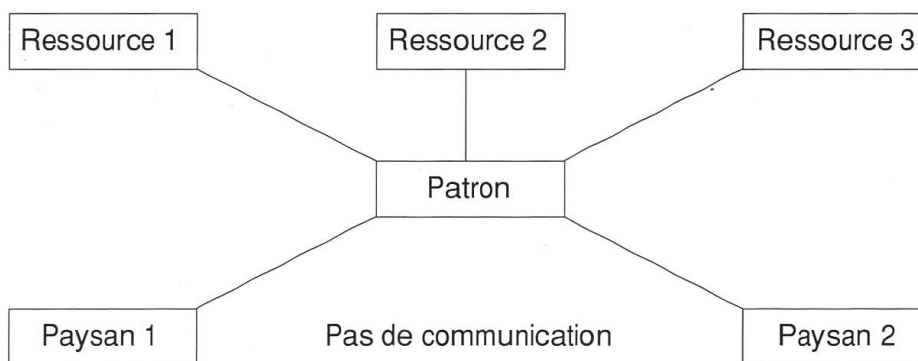


Fig. 1: Le schéma traditionnel (Cotler 1969)

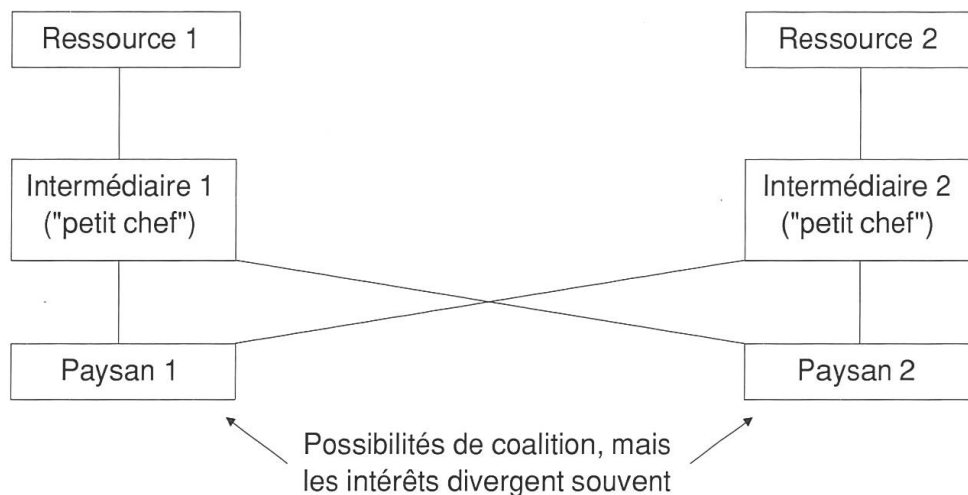


Fig. 2: Schéma modifié (niveau local), selon Singelmann 1975

3. La situation du clientélisme en Colombie

Beaucoup d'auteurs ont étudié le clientélisme en Colombie (par exemple *Diaz Uribe* 1986, *Losada Lora* 1984, *Osborn* 1968, *Pinzón de Lewin* s.d., *Schmidt* 1973, 1974, *Vasco Montoya* 1978).

On peut en tirer un certain nombre de caractéristiques qui, tout en marquant la permanence des pratiques, soulignent aussi leur transformation progressive.

A l'origine, les clients étaient affiliés à leurs patrons par des liens quasiment héréditaires, fortement chargés d'affectivité, et qui mettaient en jeu l'ensemble d'un clan familial. Les nombreuses guerres civiles, en particulier la "Violencia" des années quarante et cinquante, avaient quasiment institutionnalisé cette forme de clientélisme liée au bi-partisme (libéral-conservateur) remontant aux luttes du siècle passé.

Le secteur informel de l'économie urbaine, bien que dépendant du secteur formel, est lui aussi marqué par les relations de clientélisme, comme *Gerry* l'a décrit (1985), par exemple, à propos des vendeurs de billets de loterie à Cali, avec une hiérarchisation précise entre les sociétés régissant une loterie, les rabatteurs et les vendeurs, au milieu d'une vive concurrence entre sociétés.

Le pouvoir à mobiliser à la base est le vote; en échange le client obtient un ou plusieurs avantages, dans une large gamme de services, allant du soin élémentaire de santé à un emploi ou à une fonction publique, en passant par une place à l'école ou un prêt. Bien entendu, une bonne partie de ces bénéfices ne sont que des prestations auxquelles le bénéficiaire a de toutes façons droit, mais dont il ne peut pas profiter directement, du fait du fonctionnement difficile et du manque de moyens financiers et techniques des services publics.

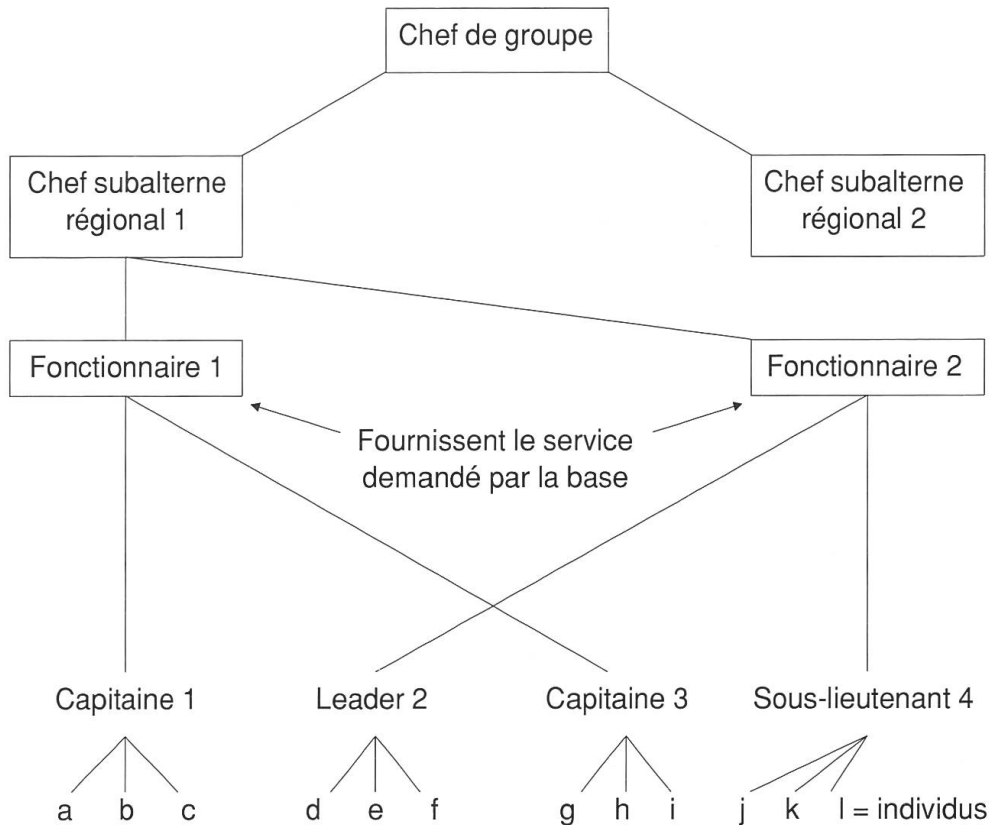


Fig. 3: Schéma du clientélisme colombien, selon *Diaz Uribe* 1986

Le schéma des relations évolue vers une complexité croissante (Fig. 1 à 3).

Cette situation traditionnelle a considérablement évolué, sous l'influence de divers facteurs:

- L'économie, devenue beaucoup plus diversifiée, connaît divers processus de production et de commercialisation et a multiplié les relations économiques, spécialement en milieu urbain, en enlevant le plus souvent à un seul acteur social le monopole de l'offre d'emploi et de la distribution des revenus et des biens.
- L'Etat s'est renforcé, tant au plan économique qu'au plan du pouvoir politique et il devient le premier dispensateur de toute une série de biens et de services de base. Il se présente à travers une administration complexe.
- Les relations économiques ou administratives ne sont plus exclusivement locales et les avantages déterminants d'un lien d'allégeance découlent souvent du pouvoir du patron situé dans la capitale, au haut de la pyramide, et non pas de celui situé sur place. De même, il faut disposer d'appuis dans toute la ville ou tout le pays pour avoir une chance de se faire entendre au niveau de l'agglomération ou du gouvernement central. C'est sans doute pourquoi le processus clientéliste n'est plus en mesure d'expliquer les résultats électoraux au niveau national, ainsi que *Losada Lora* l'a établi (1986).

- Il n'y a plus le même interdit face aux mouvements de masse. Les paysans osent s'unir, les voisins ont pris l'habitude de se grouper, les groupements d'usagers font partie du jeu politique. Malheureusement les conflits sont trop souvent marqués par des attentats et des assassinats, visant particulièrement les chefs et responsables populaires.

Il faut ajouter, en suivant l'analyse de *Diaz Uribe*, que l'Etat central colombien, depuis une vingtaine d'années, a mis au point une stratégie qui soustrait une part de la vie économique-sociale à ce jeu du clientélisme. D'un côté les grandes entreprises et le grand capital nationaux et transnationaux et de l'autre les organisations de financement internationales échappent structurellement aux contraintes du clientélisme. L'Etat central a donc constitué une administration technicienne et une législation qui mettent les grands investissements (mines, barrages, infrastructures de transport, etc...) à l'abri des pressions politiques locales. Les entreprises municipales des grandes villes jouissent parfois d'une situation similaire.

On peut, dans cette même perspective, se demander comment interpréter les mouvements urbains de protestation. Pour certains commentateurs, il s'agit d'un bouillonnement dans la marmite qui fait sauter le couvercle du clientélisme: les pauvres, excédés par les lenteurs et les défauts du système, manifestent leur ras-le-bol. *Gilbert et Ward* (1984 a et b) nous rappellent cependant que la plupart des autorités centrales ou municipales ont l'habitude et les moyens de traiter et de contenir ces mouvements.

4. Clientélisme et planification urbaine pour les pauvres

Il existe quelques problèmes cruciaux pour la survie des catégories sociales pauvres dans les villes latino-américaines:

- L'obtention d'un revenu suffisant dépend d'une activité économique et des liens de solidarité familiaux ou de voisinage.
- L'assurance d'un abri découle à la fois d'un investissement dans le bâti et de la sécurité foncière.
- La sécurité foncière résulte d'un accord des autorités à la fois quant à la légitimité de l'usage du sol et quant au droit d'y construire une habitation.
- La qualité de l'environnement est liée aux équipements techniques de base (eau, égout, viabilisation, électricité, enlèvement des ordures) et à l'accès à l'éducation, aux services de santé de base et à la sécurité face au vol et aux agressions.
- La réussite dans l'exercice d'une activité profitable et la sécurité foncière dépendent en grande partie de la localisation du domicile du pauvre et du coût et de la qualité des transports publics urbains.

De ces cinq points, on peut facilement déduire les objectifs qu'une gestion urbaine soucieuse des pauvres devrait poursuivre.

L'efficacité de cette gestion urbaine dépend de beaucoup de facteurs, dont bon nombre se situent au niveau des contraintes générales: situation économique mondiale et nationale, légitimité et capacité d'appliquer des décisions du gouvernement central, moyens techniques et financiers à disposition des autorités locales, pour mentionner quelques points particulièrement importants.

Toutefois, ce sont avant tout les facteurs locaux qui vont orienter les actions des autorités. Quelle est la place du clientélisme dans le processus de décision et de mise en œuvre de mesures liées à l'aménagement urbain pour les pauvres? Cet aménagement concerne, le plus souvent, l'ouverture d'une aire d'habitation, la création d'un quartier ou son assainissement; c'est pourquoi, nous nous limiterons à ce genre de cas.

Les acteurs en présence sont les habitants d'une part, les autorités locales et l'Etat d'autre part et, parfois, les propriétaires fonciers particuliers. Plus loin, nous examinerons le rôle des fonctionnaires directement concernés.

5. Déroulement du processus

Dans certains cas, le *meneur de jeu est l'Etat* et le projet préparé par les administrations est réalisé dans leur perspective, les attributaires suivant les directives formulées. C'est le cas, notamment, pour tous les types de logements sociaux livrés "clés en mains", qui constituent aujourd'hui l'exception, mais qui ont été extensivement utilisés il y a quelques années, spécialement au Venezuela.

A l'autre extrême, on rencontre le cas des *invasions* où l'initiative revient à un groupe d'initiateurs issus des catégories pauvres ou s'en faisant les porte-parole. Ils vont essayer de faire triompher leurs choix. Généralement, cette démarche engendre des conflits. Dans certaines circonstances, l'Etat (ou l'autorité locale) réprime, par expulsion et destruction. Dans d'autres, il tolère, voire reconnaît le fait accompli, soit parce qu'il n'a pas les moyens de s'y opposer, soit parce que cela lui paraît un moindre mal pour régler – au moins provisoirement – un problème lancinant et chronique, soit encore pour se concilier des électeurs.

Entre ces deux cas extrêmes, il se présente une quantité de situations intermédiaires où des particuliers cherchent à se placer entre l'Etat et les pauvres, pour récolter un profit des seconds avec la complicité ou l'accord tacite du premier.

Enfin, à l'image de ce que beaucoup de planificateurs urbains appellent de leurs vœux, il peut y avoir *un processus participatif* ("Communal partidario", selon *Barons* et *Martinez*, cités par *Sanchez-Leon* 1983), où l'administration et les chefs issus de la population concernée se concertent pour réaliser ou réhabiliter en commun un quartier d'habitation.

Quel rôle jouent les fonctionnaires dans ce processus? Trois types d'entre eux ont plus particulièrement des contacts directs avec les habitants concernés pour un processus d'aménagement urbain; les forces de police - que nous ne faisons que mentionner - les services sociaux et les services techniques (ingénieurs, architectes et aménageurs).

Dans la perspective d'une administration définie à la manière de *Max Weber*, donc fondée sur une légitimité rationnelle, la compétence et des procédures identiques pour tous, le fonctionnaire des services sociaux ou techniques cherche à imposer la solution qui lui paraît adéquate, sans vouloir s'engager dans un conflit d'ordre idéologique qu'il considère n'être pas son affaire. Cependant, l'histoire, mille fois répétée, des invasions de terrains urbains ou suburbains en Amérique latine et de leur aménagement subséquent – lorsque l'implantation a été légalisée – montre que la marge d'autonomie du fonctionnaire est très étroite. Très rapidement éclate le conflit entre les intérêts des occupants et ceux de l'autorité locale.

Il se présente alors le problème des relations avec les dirigeants du groupe d'habitants concernés, la question du dialogue avec les leaders locaux. Il s'agit soit de personnes surgies des rangs des occupants, pour leurs qualités de caractère et d'intelligence, soit de chefs politiques ou syndicaux, soit de personnalités motivées par un idéal social ou liées à une Eglise. Les planificateurs, comme le montre l'analyse de *Ward et Chant (1987)*, accordent beaucoup d'importance à ces acteurs-clés dont l'influence est déterminante dans une démarche négociée.

Or les mécanismes du pouvoir à l'intérieur d'un groupe de personnes ayant envahi un terrain pour y créer des habitations ou dans un quartier populaire en voie d'assainissement présentent des caractéristiques bien connues: les chefs peuvent être mus par des raisons d'idéal mais aussi par des nécessités économiques ou la recherche du prestige. La cohésion du groupe dont ils sont les dirigeants peut être très forte tant que certains objectifs prioritaires doivent être atteints (légalisation de l'implantation en particulier), mais elle diminue ensuite considérablement; en outre des tensions ou conflits peuvent se produire aussi au sein d'un ensemble d'habitants pauvres.

6. Conditions d'un aménagement urbain favorable aux pauvres

Toute tentative d'aménagement urbain pour les pauvres doit s'appuyer sur une analyse politique précise. Dans un exemple brésilien, mais qui pourrait s'appliquer à d'autres pays, *Geert A. Bank (1986, 527-537)* montre que non seulement les autorités ont profité d'une invasion sur terrain public pour obtenir des votes au cours de plusieurs campagnes électorales, mais encore que, de leur côté, certains dirigeants du quartier ont aussi utilisé les conflits à des buts partisans. Cependant, une partie des dirigeants venus de la base ont essayé – avec un certain succès – à insister à la fois sur la solidarité et sur des solutions qui pourraient mieux garantir l'aménagement futur (ne pas occuper le terrain d'une manière trop dense, afin de conserver des rues et des parcelles pour les équipements collectifs comme une école).

On peut tirer, à notre sens, un double enseignement de cet exemple. D'une part le quartier est enjeu de luttes politiques entre divers groupes d'intérêts, d'autre part ces luttes peuvent – dans une certaine mesure – être canalisées en vue d'atteindre certains objectifs d'aménagement urbain.

Pour que cet aménagement urbain se réalise en large partie en faveur des plus démunis, un certain nombre de conditions doivent être remplies:

- Les contraintes dues à la structure de pouvoir ne doivent pas être oubliées; tant l'autorité locale que l'Etat cherchent à conserver ou à renforcer leur pouvoir et la légitimité de son usage. Le mécanisme le plus efficace demeure celui du clientélisme, c'est-à-dire de l'échange de votes contre des avantages fonciers ou de services urbains. L'Etat a cherché dans certains cas, comme à Buenos-Aires par exemple (*Schneier* 1985), à passer par dessus les autorités locales pour fournir directement certains services à une population urbaine appauvrie. Toutefois une pareille tentative peut aussi constituer une tentative de créer des liens de clientélisme. Nier la permanence de ces règles du jeu politique serait s'exposer à l'échec.
- Pour infléchir la situation dans le sens d'une meilleure prise en considération des intérêts des pauvres, il convient de renforcer la force de négociation des habitants, en tentant de limiter la tendance des dirigeants vers le pouvoir personnel, par la constitution d'associations au niveau du quartier. Afin qu'elles puissent constituer une véritable force, elles devront passer par l'alliance avec un parti ou se fédérer.
- Au niveau des professionnels, une double évolution est nécessaire; d'une part le fonctionnaire devrait se voir reconnu une certaine marge d'autonomie, celle qui lui permettrait de légitimer les types de solutions économiques ou techniques qui sont les moins défavorables pour les pauvres, tout en restant réalisables avec les moyens limités à disposition. D'autre part, les associations devraient gagner suffisamment de membres et d'importance pour pouvoir payer les services d'un ou de plusieurs conseillers compétents.

Dans cette triple perspective, le mécanisme du clientélisme dans un contexte d'aménagement urbain en Amérique latine peut rester une des règles valables du fonctionnement du système social, tout en faisant peu à peu évoluer celui-ci vers un nouvel équilibre des forces, plus propice à une gestion urbaine équitable.

Références

- Bank G.A. 1986. Poverty, Politics and the Shaping of Urban Space: a Brazilian Example. *International Journal of Urban and Regional Research* 10/1, 522 - 540.
- Castells M. 1983. *The City and the Grassroots*. London.
- Collier D. 1976. *Squatters and Oligarchs: Authoritarian Rule and Policy Change in Peru*. J. Hopkins Press.
- Diaz Uribe E. 1986. *El clientelismo en Colombia, un estudio exploratorio*. Bogotá.
- Evers T. 1980. Reproduktion der Arbeitskraft und städtische Bewegungen: Der Fall der illegalen Parzellierungen in Sao Paulo. *Peripherie* 2, sept, 28 - 46.
- Gerry C. 1985. Wagers and Wage-Working: Selling Gambling Opportunities in Cali, Co. Bromley R. (ed.): *Planning for Small enterprises in third World Cities*. Pergamon Press, 155 - 169.
- Giddens A. 1981. *A Contemporary Critique of Historical Materialism, Vol. 1. Power, Property and the State*. London/Berkeley.

- Gilbert A. & Ward P. 1984 a. Community Action by the Urban Poor: Democratic Involvement, Community Self-Help or a Means of Social Control? *World Development* 12/8, 769 - 782.
- Gilbert A. & Ward P. 1984 b. Community Participation in Upgrading Irregular Settlements: the Community Response. *World Development* 12/9, 913 - 922.
- Losada Lora R. 1984. *Clientelismo y elecciones*. Programa des Estudios politicos, Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá.
- Medina M. 1984. *La protesta urbana en Colombia en el siglo veinte*. Bogotá.
- Merton R. 1957. *Social Theory and Social Structure*. New York, 2nd ed.
- Osborn A. 1968. Compadrazgo and Patronage: a Colombian Case. *Man* 3/4, 593 - 608.
- Pinzon de Lewin P. (s.d.). *Pueblos liberales - pueblos conservadores; la afiliación partidista tradicional de los municipios, Cundinamarca 1856-1984*. Manuscrit, Bogotá.
- Sanchez-Leon A. 1983. Relación entre planificadores y organizaciones sociales de pobladores en areas urbano-populares: el caso de remodelación de El Agustino. *Revista interamericana de Planificación* XVII/67, setiembre, 54 - 63.
- Schmidt S.W. 1974. Bureaucrats as Modernizing Brokers? Clientelism in Colombia. *Comparative Politics*, April, 425 - 450.
- Schneier G. 1985. Pain, eau et .. pouvoir; le cas de 'Jardines de Moreno', un quartier comme les autres de la périphérie de Buenos Aires. *Colloque 'Stratégies urbaines dans les pays en voie de développement'* (Paris), 25-28.9.
- Singelmann P. 1975. The Closing Triangle: Critical Notes on a Model for Peasant Mobilization in Latin America. *Comparative Studies in Society and History* 17/4, 389 - 409.
- Turner J.F. 1976. *Housing by People, towards Autonomy in Building Environments*. London.
- Vasco Montoya E. 1978. *Clientelismo y minifundio*. Editorial CINEP, Serie Colombia Agraria-3. Bogotá.
- Ward P. & Chant S. 1987. Community Leadership and Self-Help Housing. *Progress in Planning* 27/2, 69 - 136.
- Zamudio L. & Clavijo H. 1978. *El barrio popular, marginados o ejército industrial de reserva?* CINEP, Controversia 113/114. Bogotá.